

Interrogations sur les circonstances de la mort d'Amine Bentounsi à Noisy-le-Sec

La mise en examen d'un policier, le 25 avril, pour "homicide volontaire", après la mort d'Amine Bentounsi à Noisy-le-Sec a déclenché une polémique en pleine campagne présidentielle

LE MONDE | 02.05.2012 à 15h28 | Par Patricia Jolly



AFP/JOEL SAGET

Il devait s'agir d'un banal contrôle d'identité. Samedi 21 avril, Damien S., un gardien de la paix de 33 ans, a tué Amine Bentounsi, 29 ans, à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis). Durant ses 48 heures de garde à vue à l'Inspection générale des services (IGS) – la police des polices – Damien S. a assuré avoir usé d'une *"riposte proportionnelle"* alors qu'il avait été visé par deux fois avec un revolver. Des quatre balles qu'il a tirées *"en moins de cinq secondes"*, *"pour ne pas mourir"*, deux sont introuvables, une s'est logée dans le bas de caisse d'une voiture, et une autre est entrée dans la région dorso-lombaire d'Amine Bentounsi, fragilisant la thèse de la légitime défense.

Amine Bentounsi est mort peu après 5 heures du matin, le 22 avril, à l'hôpital Georges-Pompidou à Paris, le rein droit et le foie touchés. Alors que le parquet de Bobigny avait ouvert une information judiciaire pour *"violences volontaires avec arme par une personne dépositaire de l'autorité publique ayant entraîné la mort sans intention de la donner"*, le juge d'instruction, Nicolas Aubertin, a mis en examen Damien S. pour *"homicide volontaire"*. Placé sous contrôle judiciaire, le policier a été muté dans l'Isère et affecté à un poste hors voie publique.

La qualification retenue a déclenché l'ire des policiers, en conflit larvé avec les magistrats de Bobigny. Mercredi 25 avril, plusieurs centaines d'entre eux ont manifesté à Bobigny. Quelques dizaines ont ensuite pris, sirènes hurlantes, le chemin du ministère de l'intérieur avant d'être stoppés sur les Champs-Élysées. L'affaire a replacé le débat présidentiel sur le terrain sécuritaire.

Reprenant une idée du FN et du syndicat Alliance, Nicolas Sarkozy a proposé la création d'une *"présomption de légitime défense"* pour les policiers, tandis que François Hollande a défendu un *"renforcement de la protection administrative"* en cas de mise en cause d'un fonctionnaire.

> Lire : "Qu'est-ce que la "présomption de légitime défense" ?" (societe/article/2012/04/27/qu-est-ce-que-la-presomption-de-legitime-defense_1692262_3224.html)

et "Gardien de la paix mis en examen, les politiques prennent parti" (societe/article/2012/04/26/policier-mis-en-examen-claude-gueant-defend-la-legitime-defense_1691326_3224.html)

Le 21 avril, vers 20 h 15, Damien S. et ses trois collègues - deux gardiens de la paix et une adjointe de sécurité - viennent de calmer une rixe près de la piscine municipale de Noisy-le-Sec, lorsque la

radio du véhicule de patrouille leur intime l'ordre d'aller vérifier l'identité d'un homme près d'un bar voisin. Selon le commissariat, un appel anonyme vient de dénoncer cet individu comme recherché pour des vols à main armée.

Damien S. dépose ses collègues à l'endroit indiqué. Un homme correspondant au signalement bavarde avec deux autres. C'est alors qu'il entend crier *"Amine, y a les schmitts !"* et voit l'homme s'échapper en courant. Ses collègues le poursuivent à pied. Resté au volant, Damien S. entame un tour du pâté de maisons pour lui couper la retraite. Originaire de la région Rhône-Alpes, où il retrouve épouse et enfants ses jours de congé, Damien connaît bien la Seine-Saint-Denis. Il y réside, chez sa sœur, depuis sa toute première affectation, en décembre 2006, au tribunal de Bobigny. Depuis mars 2009, il est à Noisy-Le-Sec.

LE PLUS JEUNE DÉTENU DE FRANCE

Les papiers de l'homme qu'il poursuit, ce 21 avril, sont au nom de Sophian Houari, 27 ans, né à Trappes. Il s'agit en fait d'Amine Bentounsi, né en 1982 à Meaux - où il devait être enterré, mercredi 2 mai. Il est le père d'une fillette de 6 ans. A l'âge de 13 ans, des dégradations commises par incendie volontaire lui ont valu de devenir le plus jeune détenu de France. Pour une dizaine d'autres condamnations pour vols à main armée ou avec violence, il a passé une épaisse tranche de vie derrière les barreaux. En 2005, il a été condamné à huit ans de prison pour le braquage d'un magasin Auchan, mais, en juin 2010, il a profité d'une permission pour désertier le centre de détention de Châteaudun (Eure-et-Loir).

Il est donc en cavale. Mais Damien S. l'ignore. Il ne sait pas non plus que le fuyard est armé, qu'il a jeté une grenade - à plâtre - à ses collègues pour tenter de les distancer, ni que ces derniers ont lancé un appel de détresse avec une radio portable. Opérationnelle quelques minutes auparavant, la radio de sa voiture est tombée en panne. Dans un rapport, la direction départementale de la sécurité publique (DDSP) de Seine-Saint-Denis fait état *"de fréquentes pertes de réseau dues à des problèmes de réception ou des changements de relais"*.

"SI JE RESTAIS, J'ALLAIS MOURIR"

Lorsqu'Amine Bentounsi, hors d'haleine, son revolver Llama calibre 38 chargé pointé en l'air, se retrouve face à la portière avant droite de la voiture, il braque le policier. *"Si je restais, j'allais mourir"*, a déclaré ce dernier, lors de sa garde à vue, pour justifier s'être réfugié derrière un fourgon utilitaire en stationnement. En le contournant, il se serait retrouvé face à Amine Bentounsi pointant à nouveau son arme vers lui depuis l'autre côté de la chaussée. *"Je ne sais pas s'il est face à moi ou de profil"*, a martelé Damien S. *Tout ce que je sais, c'est que l'arme est braquée sur moi et que son visage est face à moi."*

A l'autopsie, seul un fragment de la balle a été extrait de l'abdomen de la victime. M^e Daniel Merchat, conseil de Damien S., avance qu'elle a ricoché sur le mur devant lequel se tenait Amine Bentounsi, avant de le toucher mortellement. M^e Raffaëlle Guy, collaboratrice de l'avocat d'Amine Bentounsi depuis quelques années, M^e Michel Könitz, estime que seuls le rapport complet d'autopsie et l'expertise balistique feront la lumière sur l'intention homicide du policier.

Deux balles manquent et une quatrième a été extraite, intacte, de la 206 d'un homme de 53 ans qui ne s'est fait connaître que 48 heures après les faits. Arrêté à un feu rouge tout proche, il a dit avoir plongé le nez dans son volant avant de tailler la route, n'a entendu que deux coups de feu, et a décrit Damien S. - 1,91 m pour 100 kg - comme un homme *"de taille moyenne"*.

Selon lui, Amine Bentounsi et Damien S. se trouvaient sur le même trottoir, tandis qu'un des trois collègues du policier, parvenu sur place au moment des tirs, assure que les deux hommes étaient bien face à face. *"Il (Amine) a peut-être tourné le dos au moment où j'ai tiré mais il était face à moi quand il m'a braqué"*, a déclaré Damien S. en garde à vue. Lundi 30 avril, par l'intermédiaire de son syndicat Unité-SGP Police (majoritaire chez les gardiens de la paix), il a adressé à ses collègues et à sa hiérarchie une lettre de remerciements pour leur soutien. Il y demande que *"la justice puisse travailler sereinement"*.

Lundi 30 avril, des policiers de Seine-Saint-Denis et de départements voisins se sont à nouveau réunis à Bobigny pour réclamer une réforme de la légitime défense. Une cinquantaine de voitures de police se sont également rassemblées, gyrophares allumés, lundi soir, pendant une heure à Evry pour protester contre la mise en examen de Damien S., et, à Nice, des rassemblements de quelques dizaines de policiers ont lieu chaque soir place Masséna, dans le centre-ville.